Transferts d'armement et gestion des conflits : le cas de la guerre Iran/Irak (Partie 2)

Keith Krause

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/conflits/754>

DOI : 10.4000/conflits.754

ISSN : 1777-5345

Éditeur :

CCLS - Centre d'études sur les conflits liberté et sécurité, L'Harmattan

Édition imprimée

Date de publication : 17 janvier 1991

ISSN : 1157-996X

Référence électronique

Keith Krause, « Transferts d'armement et gestion des conflits : le cas de la guerre Iran/Irak (Partie 2) », *Cultures & Conflits* [En ligne], 04 | hiver 1991, mis en ligne le 31 décembre 2002, consulté le 30 mars 2021. URL : <http://journals.openedition.org/conflits/754> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/conflits.754>

Ce document a été généré automatiquement le 30 mars 2021.

Creative Commons License

Transferts d'armement et gestion des conflits : le cas de la guerre Iran/Irak (Partie 2)

Keith Krause

La résolution 598, la tentative d'embargo, le cessez-le-feu

La menace d'embargo comme pouvoir de marchandage : un échec

Les efforts poursuivis avant 1987 pour mettre un terme aux combats donnent une piteuse image des capacités des grandes puissances à arrêter la guerre par la manipulation des transferts d'armes. En juillet néanmoins, les Nations Unies adoptèrent la résolution 598 qui appelait à un cessez-le-feu et à un retour aux frontières internationales. Même si la résolution ne mentionnait pas expressément un embargo, elle appelait le Conseil de Sécurité à "envisager des mesures supplémentaires afin d'assurer l'application de la résolution". A partir du moment où l'Irak acceptait de se plier à cette résolution, la tentative d'instaurer un embargo destiné à obliger les belligérants à se soumettre, visait donc plus directement l'Iran. Les Etats-Unis ont poussé les Occidentaux à renforcer leurs contrôles et tentèrent d'obtenir en même temps des Soviétiques et des Chinois, un accord sur un projet d'embargo. La menace était réelle même si ce projet d'embargo ne fut pas officialisé¹. Un an plus tard, le 18 juin 1988, l'Iran accepta les termes du cessez-le-feu tels qu'ils étaient énoncés dans la résolution, le conflit prit fin. Il est fort tentant de conclure à l'existence d'une relation directe entre la menace de l'embargo et la soumission de l'Iran à la résolution, bref à croire que les efforts qui ont suivi l'embargo de 1987 illustrent l'efficacité du recours aux relations nées des transferts d'armement, comme instrument de pouvoir de marchandage. Deux réserves peuvent toutefois être émises sur cette présentation des faits.

Premièrement, la menace d'un embargo total n'est pas entièrement crédible. L'accord des Soviétiques ne fut jamais acquis malgré les allusions répétées des dirigeants sur l'adhésion à un embargo². Ajoutons de plus, qu'aucun consensus ne fut obtenu au sein du camp occidental. Même si l'opération Staunch put limiter de manière importante les

livraisons d'armes à l'Iran, elles continuèrent au compte-goutte. La Grande-Bretagne, la France, l'Espagne, le Portugal, la Turquie et Israël ont vendu des armes à l'Iran entre 1984 et 1988. D'autres états, comme la Suède, le Canada, l'Italie, l'Autriche et la Suisse sont impliqués dans des accords très variés. Le service des Douanes et le Département de la justice américains ont découvert plus de 100 tentatives iraniennes d'achats de pièces d'avions et de missiles aux Etats-Unis³. L'échec de tous les efforts précédents portant sur des contrôles multilatéraux du marché de l'armement, ne pouvait que persuader les Iraniens de l'improbabilité de l'instauration d'un embargo plus efficace que celui qu'ils avaient déjoué pendant sept ans.

Deuxièmement, même si les fournisseurs occidentaux étaient parvenus à un accord instaurant un embargo sur les armes avec les Soviétiques, il restait d'autres états qui pouvaient jouer un rôle déterminant en la matière, comme la Chine ou le Brésil. Ce dernier fournissait sans conditions, des armes à bon nombre d'états du Moyen-Orient tels que l'Irak et la Libye (qui les réexpédiaient ensuite vers l'Iran)⁴. En 1980, la Chine exportait peu vers la région mais en 1986 elle avait engagé de très bonnes relations avec l'Iran⁵. Malgré le soutien apporté par la Chine à un embargo (une majorité écrasante au Conseil de Sécurité avait favorisé cet état de fait) elle résista toutefois à la volonté des Etats-Unis qui lui demandaient de restreindre ses relations avec l'Iran. Le véritable succès d'un embargo aurait nécessité l'accord de trois ou quatre petits producteurs (la Chine, le Brésil, le Chili, Israël) et l'accord tacite de fournisseurs potentiels (comme Taïwan, et les deux Corée), et un arrêt réel des ré-expéditions des équipements militaires par certains pays (la Libye et la Syrie notamment). Un tel accord aurait été extrêmement difficile à obtenir, de plus les Iraniens étaient conscients du fait qu'un embargo incomplet peut être contourné. Ceci ne fait que renforcer l'idée selon laquelle on ne saurait lier directement le changement des objectifs iraniens à la menace d'un embargo, même si ce dernier apparaît comme une simple extension des efforts précédents, entrepris par les Occidentaux, pour affecter les capacités iraniennes à continuer la guerre⁶. La force coercitive de telles menaces n'avait convaincu aucun état d'abandonner sa politique alors que des intérêts vitaux étaient en jeu. L'Iran accepta néanmoins le cessez-le-feu. La reprise de la péninsule de Fao et les incursions dans le territoire iranien⁷ par les Irakiens ont profondément entamé le moral du pays. La faiblesse de la production pétrolière est à l'origine d'une sévère crise économique. L'Iran devait exporter environ 1,5 million de barils par jour pour financer son effort de guerre. La production du pays n'atteignait pas ce chiffre en 1988⁸. Enfin, les heurts répétés avec la marine américaine (sans oublier la destruction d'un avion civil iranien) incitèrent les dirigeants iraniens à reconnaître "que les Etats-Unis se préparaient à envoyer leur marine dans le golfe Persique et allaient s'attirer le soutien du monde" () "Nous n'avions pas envisagé cette perspective"⁹. Les considérations spécifiques relatives à l'embargo ne furent donc pas décisives dans l'acceptation par l'Iran du cessez-le-feu, même si l'incapacité du pays de se procurer des armes a joué un certain rôle.

Le pouvoir structurel, seul moyen efficace

Ainsi, l'influence née des manipulations des réseaux de ventes d'armes par des puissances étrangères procède de l'exercice d'un pouvoir structurel (visant à ajouter ou à retirer certaines options politiques du calendrier). Les deux premières raisons qui motivèrent la décision de l'Iran d'accepter le cessez-le-feu sont liées aux politiques de ventes des gros fournisseurs d'armes : l'acquisition par l'Irak d'avions et de missiles lui permet de menacer la production pétrolière et le trafic maritime de l'Iran. Enfin, l'Irak

fut capable d'exploiter sa supériorité militaire pour remporter des victoires sur le champ de bataille. Le commentaire d'un officiel iranien renforce l'idée du rôle structurel joué par les transferts d'armements : A la suite des offensives irakiennes les dirigeants iraniens ont évalué nos capacités, elles ne permettaient que des options extrêmement limitées car les puissances étrangères étaient prêtes à empêcher une défaite majeure de l'Irak¹⁰. La perspective d'une fin des combats sans la réalisation des objectifs des deux puissances en guerre fut imposée à l'Iran par la capacité des puissances étrangères à structurer la sécurité régionale. Les raisons de l'échec relatif : la diversification des approvisionnements

Lorsque l'on examine l'évolution des plans d'acquisitions des armes pendant la guerre Iran-Irak l'une des raisons de la limitation des possibilités et donc des objectifs des gros fournisseurs apparaît évidente. Les deux belligérants se sont tournés vers de nouveaux fournisseurs immédiatement après le début du conflit, pour faire face aux restrictions imposées sur l'approvisionnement en armes. Entre 1980 et 1983, l'Irak a acheté des armes auprès de 18 pays, dont la France, l'Union soviétique, l'Égypte, la Chine, la Pologne, l'Italie, l'ancienne RFA, le Brésil, la Tchécoslovaquie et l'Arabie Saoudite¹¹. L'Iran obtint des armes d'une vingtaine de pays environ, dont la Corée du Nord, le Vietnam, l'ancienne RFA, la Libye, la Chine, Taïwan, le Chili, la Syrie et Israël. En 1984 quarante états avaient déjà approvisionné le conflit en armes. Un an plus tard cinquante trois pays avaient pris part à la guerre d'une façon ou d'une autre.

Entre 1980 et 1987, l'Irak acheta pour 57 milliards de dollars (à sa valeur de 1988) de matériels militaires, alors que l'Iran s'était limité à 15,2 milliards de dollars d'importations¹². Au début du conflit de grandes quantités d'armes américaines affluèrent en Iran, par l'intermédiaire notamment d'Israël, de vendeurs privés et d'autres parties tiers. Même si la valeur en dollars ne reflètent pas avec exactitude la vraie valeur des armes fournies, on estime à 500 millions de dollars jusqu'en 1984, et à environ un montant similaire pour l'année 1985¹³, la participation d'Israël dans le commerce avec l'Iran. En 1985, les plans d'approvisionnement furent modifiés, et des échanges de pétrole contre des armes furent conclus avec la Chine (1,6 milliard de dollars) et avec Taïwan (300 à 400 millions de dollars)¹⁴. En 1986-87, l'Iran reçut environ 70 % de ses armes de la Corée du Nord et à la Chine, mais fut également approvisionné en armes soviétiques par la Syrie et la Libye, et en armes américaines par le Vietnam.

L'Iran et l'Irak investirent également dans une production nationale d'armes. En Iran, l'industrie de l'armement s'est développée dans les années sous le règne du Shah. En dépit d'une structure industrielle militaire de base peu importante, l'Iran produisait avant la fin du conflit ses propres missiles, ses roquettes, ses transports de troupes blindés (et amphibies) et ses vedettes lance-missile. En 1988, l'Iran annonça qu'il avait conçu un missile sol-sol de moyenne portée pouvant atteindre Bagdad¹⁵. L'Iran est désormais autonome dans le domaine des armes légères et des munitions. L'Irak quant à lui, a produit ses propres véhicules blindés, ses missiles et armes chimiques, ses obusiers, et ses lanceurs de roquettes multiples¹⁶.

De plus, l'offre sur les armes soviétiques et américaines était relativement importante dans la mesure où d'autres états désiraient en vendre. Les armes soviétiques arrivaient en Irak via l'Égypte, la Somalie, le Yémen du Nord, et en Iran via la Syrie et l'Irak¹⁷. Pendant l'embargo instauré par l'Union soviétique en 1981 et 1982 à l'encontre de l'Irak, l'Égypte vendit l'équivalent de 800 millions de dollars de pièces détachées et d'équipements produits sur place à l'Irak. Lorsque l'Union soviétique reprit le

commerce avec l'Irak les ventes de l'égypte déclinèrent¹⁸. Parfois ces exportations étaient effectuées avec l'approbation de l'Union soviétique (comme dans le cas des ventes à l'Iran de la Corée du Nord de la Syrie et du Liban). Dans d'autres cas l'initiative est purement locale comme dans le cas, sans suite, de l'acheminement par l'égypte vers l'Irak de 30 chars T55 de fabrication roumaine (jusqu'à ce que l'Union soviétique mette un terme aux envois)¹⁹. Les armes américaines transitèrent par Israël et le Vietnam avant d'arriver en Iran.

D'autres pays du Golfe diversifièrent d'eux-mêmes leurs sources d'approvisionnement provoquant ainsi une chute des ventes des deux grands dans la région de 38 % entre 1984 et 1988. La part des autres fournisseurs occidentaux (Grande-Bretagne, France, Italie, ex-RFA) est passée d'environ 21 % à 25 %, cette augmentation est plus particulièrement due aux ventes françaises. La part de marché de la Chine est passée de zéro à 12 %. Les autres fournisseurs occupant 25 % (dont la Chine ce qui représente au total 37 % des parts de marché). La demande d'armement durant la guerre et les restrictions imposées par les gros fournisseurs, ont permis à d'autres pays vendeurs, moins importants certes, tels que l'égypte, le Brésil et le Chili de tripler et quadrupler leurs exportations, devenant des acteurs majeurs dans le système international des transferts d'armements. La part de marché détenue par ces pays tiers est passée de 4 % en 1972 à plus de 10 % à la fin des années 1980²⁰.

Les transferts d'armes et la guerre : une hypothèse

On peut tirer trois grandes leçons de la guerre Iran-Irak.

Premièrement la détermination des acheteurs n'a pas été entamée en dépit des manipulations des grands fournisseurs d'armes effectuées dans le but d'affecter le cours de la guerre. L'influence du pouvoir de marchandage exercée sur le client (rappelons que ce moyen de pression constitue l'un des principaux arguments justifiant les relations basées sur les transferts d'armes) se trouve ainsi très limité surtout lorsque des intérêts vitaux sont en jeu. La dépendance quasi absolue de l'Iran et de l'Irak à l'égard des armes américaines et soviétiques au début du conflit, n'a pratiquement pas donné aux superpuissances la possibilité d'exercer contre eux un pouvoir de marchandage. A aucun moment, la "carotte" de livraisons supplémentaires d'armes n'a suffi à faire évoluer de façon significative la politique étrangère de chaque partie face aux deux superpuissances. Quoiqu'il en soit, l'utilisation des approvisionnement en armes a joué un rôle déterminant en structurant l'environnement militaire de telle manière qu'un cessez-le-feu pouvait dès lors être accepté, impliquant de fait que ce type d'influence pouvait déboucher sur un succès.

Deuxièmement, les changements intervenus sur le marché international de l'armement ont réduit l'influence des grands marchands. La guerre Iran-Irak a contribué à cette évolution en permettant une participation plus importante des petits fournisseurs. Même si ces derniers virent, comme le Brésil ou le Chili, leurs exportations s'effondrer à la fin du conflit (et des années 80) le système ne recouvrera pas complètement son ancien caractère duopolistique.

Troisièmement, le succès ou l'échec des restrictions opérées sur les transferts d'armement, ne dépendent pas seulement de la capacité des fournisseurs à parvenir à un consensus, mais également des ressources des pays acheteurs et de la nature de la guerre. En l'occurrence, chacun des deux clients était riche, possédait des liens commerciaux étendus aussi bien au niveau régional qu'international. Les deux acteurs se caractérisaient par une centralisation étatique (du moins après les premiers mois de

la révolution iranienne), ils détenaient le pouvoir de supprimer toute menace à leur légitimité, et pouvaient compter sur un réseau régional d'amis, d'alliés prêts à leur apporter un soutien financier et militaire. Même si les tactiques de guerre furent dans un premier temps dictées par des facteurs locaux (géographie des champs de bataille, niveau d'entraînement des forces) et non par des problèmes de disponibilité d'armement, elles limitèrent la pression que les grands fournisseurs pouvaient exercer sur les belligérants. Le contrôle futur des transferts d'armes vers le golfe Persique : cadre général

Quelles sont les implications d'une telle analyse sur le rôle des transferts d'armes dans l'établissement d'une future structure de sécurité dans le Golfe ?

Au lendemain de la guerre Iran-Irak, les puissances étrangères, préférant soutenir leurs alliés respectifs, n'exercèrent que de faibles pressions sur les deux belligérants pour parvenir à un arrangement régional plus large. Entre avril 1988 et août 1990 les contrats de ventes d'armes les plus spectaculaires furent conclus par l'Iran, qui acheta notamment des missiles sol-mer *Silkworm* à la Chine et des chars T 72 (on parle aussi de Mig-29) à l'Union soviétique. Le Koweït, quant à lui, fit l'acquisition de chars T 72 en provenance de Yougoslavie, mais également d'Union soviétique tout comme l'Irak. L'Arabie Saoudite acheta des avions *Hawks* ainsi que des hélicoptères à la Grande-Bretagne et des chars M-1 aux Etats-Unis²¹. Depuis la guerre du Golfe, les puissances étrangères ont reconnu que leurs politiques futures dans le domaine des transferts d'armes auront une importance déterminante dans la gestion de la sécurité de la région.

La création d'une zone stable et sûre risque toutefois d'être difficile si les politiques de développement militaire à long terme ne sont pas définies clairement, en même temps que les intentions des puissances étrangères dans la région. Les politiques de transferts d'armes mal maîtrisées peuvent aisément bouleverser les équilibres militaires régionaux. Il suffit d'examiner, à titre d'exemple, la perception de l'Iran par l'Irak en 1980. Les arsenaux du Shah combinés au zèle de la révolution islamique, représentaient pour l'Irak une future grave menace. L'attaque irakienne visa en partie à frapper l'Iran dans un moment de faiblesse. L'héritage le plus désastreux laissé par les Américains dans la région est donc la conséquence directe de leur politique de transferts d'armes à destination de l'Iran entre 1972 et 1979. Ce pays a en effet pu se constituer un arsenal susceptible de représenter une menace aussi bien pour les pays voisins que pour les autres clients des Américains²². Ajoutons que même si les perceptions subjectives des menaces (conditionnées par l'expérience de l'histoire et les diversités profondes existant entre les pays) sont cruciales dans les conflits régionaux, elles sont également en partie déterminées par les capacités militaires. Ainsi, les fournisseurs ont aujourd'hui l'opportunité unique, du moins virtuellement, de façonner l'arsenal de leurs clients et d'agir sur leurs perceptions. Ils seront capables, pour ainsi dire, d'exercer un important pouvoir structurel sur l'établissement d'un ordre, quel qu'en soit la nature, relatif à la sécurité dans le Golfe.

Utiliser de façon précise les transferts d'armes pour instaurer cette sécurité n'est toutefois pas chose facile, comme l'évidente confusion des politiques américaines le démontre. En dépit de l'initiative, annoncée par le Président Bush, visant à réduire le flux d'armes conventionnelles sophistiquées à destination du Golfe, des projets d'exportations d'armes vers la région, d'un montant total de 18 milliards de dollars, sont à l'étude. Un membre du Département d'état remarquait récemment à cet effet

que "les politiques de ventes d'armes au Moyen-Orient sont désordonnées"²³. Je m'efforcerai ici de dessiner les grandes lignes d'un régime éventuel sans toutefois rentrer dans le détail de la répartition des équilibres militaires régionaux, des menaces et des doctrines. Ce régime serait organisé autour des quatre aspects que présentent les transferts d'armement : caractéristiques et capacités, degré de sophistication, quantités, ravitaillement / maintenance / transformation et modification des matériels. Je laisserai de côté les deux derniers éléments qui dépendent d'accords de sécurité particuliers, trop spécifiques et précis. L'accord passé entre l'Arabie Saoudite et les Etats-Unis interdisant aux F-15 de stationner sur la base aérienne de Tabuk d'où ils pourraient atteindre Israël²⁴, constitue un exemple de ce qui pourrait être fait à l'avenir. Les catégories d'armes

On peut effectuer un classement des acquisitions d'armement, en trois catégories en fonction des caractéristiques des équipements. Les armes, facteur de déstabilisation politique : missiles balistiques, armes nucléaires et chimiques. Les armes facteur de déstabilisation militaire : bombardiers et avions d'attaques au sol à long rayon d'action, missiles tactiques de moyenne portée, chars lourds véhicules blindés, hélicoptères offensifs. Les armes facteur de stabilisation militaire : système d'artillerie à courte portée, système de défense aérienne, missiles sol-air de courte portée, mines, hélicoptère de transport, systèmes anti-char, véhicules légers, avions de chasse d'interception²⁵.

Ces catégories sont certes contestables dans la mesure où aucun système d'armes n'est strictement stabilisant ou déstabilisant. Toutefois les grands fournisseurs d'armes ont adopté une classification similaire. Ils se sont orientés vers l'interdiction des transferts d'armes de la première catégorie par l'intermédiaire du Régime du Contrôle de la Technologie des Missiles (M.T.C.R), du Groupe des Fournisseurs Nucléaire de Londres, du Groupe Australie (armes chimiques), du Traité de Non-Prolifération et d'un Traité éventuel sur les armes chimiques. Les contrôles spécifiques imposés à l'Irak après la guerre au Koweït (résolution 687 du Conseil de Sécurité)²⁶ s'inscrivent dans cette politique. Enfin, toutes ces mesures devraient être complétées par un accord des états de la région sur la limitation de la production d'armes nucléaires et chimiques et par une plus grande acceptation des restrictions régionales (après la dissipation des incertitudes relatives au démantèlement des capacités irakiennes) qui pourront se concrétiser dans le cadre du traité de non-prolifération nucléaire et du traité sur les armes chimiques.

L'importance des armes non conventionnelles est toutefois plus politique que militaire, leur contrôle n'aurait que peu de répercussion sur la stabilité de la région s'il ne s'accompagnait pas également d'une limitation sur les autres systèmes d'armement²⁷. Les grands fournisseurs ont opté pour des contrôles portant pour la plupart sur les armes de la seconde catégorie, s'accordant sur le principe de consultation et d'une prise en compte des indications des membres permanents du Conseil de Sécurité²⁸.

La troisième catégorie est constituée par des armes qui pourraient être facilement disponibles, compensant ainsi les limitations imposées sur les autres systèmes. Prenons pour exemple le besoin de l'Irak de développer un système de défense aérienne. Cette nécessité pourrait être reconnue du fait de la proximité des villes irakiennes de la frontière avec l'Iran. De même, l'étendue du territoire de l'Arabie Saoudite confère à cette dernière une importance stratégique de premier ordre, mais sa faible population et la vulnérabilité de son économie (basée sur le pétrole) exige un capital "intensif" de

défense s'appuyant sur des armes sophistiquées²⁹. La proposition américaine de vendre de grandes quantités d'armes antiaérienne à l'Arabie Saoudite pourrait donc s'inscrire dans le cadre d'une politique de défense, cependant la présence d'hélicoptères d'attaque dans le marché proposé par les États-Unis est plus sujette à controverse. En tout cas, l'attention du public, qui s'est focalisée sur le montant en dollars de la vente est infondée, tout comme la tentative d'utiliser ces transferts comme instruments de marchandage dans un processus de paix plus étendu entre Arabes et Israéliens (la seconde partie de l'accord qui comprenait l'achat par l'Arabie Saoudite d'hélicoptères Apache, de F-15, de missiles Patriot et de chars M-1A2 supplémentaires, a été suspendue)³⁰ Si l'on s'intéresse maintenant à la sophistication des matériels seule une petite proportion de l'arsenal régional est constituée par des armes que l'on peut qualifier des plus évoluées. En 1987, 17 % de la totalité des chars et 14 % des avions appartenaient à cette catégorie. Avant l'invasion du Koweït, 19 % environ des chars et 30 % des avions de combats irakiens étaient considérés comme étant de "très bonne qualité", le reste étant dépassé ou obsolète³¹. Cela ne signifie pas pour autant que ces armes "périmées" soient inutiles, mais on peut expliquer ainsi, en partie au moins, pourquoi les armées du Moyen-Orient (qui se disent mal équipées) cherchent sans répit à obtenir des équipements sophistiqués. Ces détails chiffrés accroissent aussi le degré d'incertitude de l'évaluation de la menace dans l'élaboration des plans de défense. De combien de chars ou d'avions obsolètes faudra-t-il disposer pour éliminer un petit nombre d'opposants mieux équipés. La guerre récente suggère que les efforts devront être concentrés sur l'obtention d'une supériorité technologique, et plus spécialement sur les systèmes de commandes et de contrôles, domaines dans lesquels les pays du Moyen-Orient se trouvent en position de faiblesse.

Concernant le contrôle régional de l'armement, le faible degré de sophistication des arsenaux régionaux offre aux fournisseurs la possibilité "d'étouffer" les courses régionales aux armements et de maintenir les armes à un niveau de sophistication proche de celui déjà existant. Les vendeurs des armes les plus sophistiquées sont peu nombreux, et les petits producteurs comme le Brésil jouent, dans ce domaine un rôle moins important. Les systèmes d'armes les plus importants seraient constitués par les versions élaborées des équipements classés dans la seconde catégorie (chasseurs et bombardiers, chars d'assaut). Ces matériels sont produits par un petit nombre d'industriels (dans les rangs desquels on trouve la Chine, pour quelques armes). Seuls cinq états construisent et produisent des chasseurs-intercepteurs ou des chasseurs polyvalents très sophistiqués et très performants, et huit assurent la fabrication de chars d'assaut technologiquement très avancés³². Les réserves émises sur les grandes lignes de la politique malheureuse du Président Carter (qui ne fut pas le premier à introduire un système d'armement plus sophistiqué dans la région) constitueraient une base de départ convenable. La Chine est, potentiellement, le "marchand" d'armes le plus déstabilisateur. Devenu premier fournisseur de l'Iran, son adhésion explicite aux grandes lignes énoncées par les membres du Conseil de Sécurité est un signe d'autant plus encourageant (spécialement lorsque l'on sait avec quelle bonne volonté la Chine a fourni, au Golfe, des armes "déstabilisantes" telles que des missiles sol-sol)³³

Conclusion

Au-delà de l'éloquence des discours et des propositions faites en 1991, il est clair que malgré des intérêts communs, les grands fournisseurs d'armes éprouveront quelques difficultés à adopter des politiques plus restrictives dans le domaine des transferts d'armements, pour promouvoir une stabilité régionale dans le Golfe. La coopération

sera assombrie par des soupçons qui ne peuvent être dépassés que par des accords explicites, même si les accords tacites, souples et ambigus sont probablement indispensables pour parvenir à une coopération, à une participation des acteurs régionaux. Les difficultés rencontrées par les Etats-Unis pour obtenir un soutien public de l'Arabie Saoudite, avant 1990, sur la disponibilité de certaines facilités en temps de crise, ou la répugnance incessante de la plupart des pays à admettre des approvisionnements préalables à l'intervention américaine dans la région, illustrent l'importance des accords tacites. De plus, même si les intérêts communs sont perçus en tant que tels, chaque fournisseur devra toujours faire face à des pressions exercées par les lobbies nationaux, sera confronté à la nécessité de préserver une base industrielle de défense forte (l'obligeant donc à maintenir des politiques commerciales agressives), et à son désir d'obtenir des liquidités. Mais l'élément le plus important que nous révèle l'analyse du comportement des vendeurs d'armes lors de la guerre Iran-Irak est que, quelle que soit l'influence des protagonistes étrangers, ces derniers se battront toujours pour avoir la possibilité d'exercer un "pouvoir de marchandage" ou un "pouvoir structurel" sur les calendriers politiques et sécuritaires régionaux. Il existe une tension entre l'exercice du pouvoir de marchandage et celui du pouvoir structurel, et paradoxalement, une situation qui requiert des fournisseurs une attention aux impératifs de sécurité de leurs clients exige d'eux qu'ils se soumettent aux relations créées par les transferts d'armes comme instrument de "marchandage". Le lien des ventes d'armes américaines à l'Arabie Saoudite avec les progrès apportés à une solution du conflit israélo-arabe au détriment d'autres intérêts américains, illustre parfaitement cet aspect du problème et nous renseigne sur la répercussion destructive que peut avoir une telle pratique. Confronté au refus des Etats-Unis de leur fournir des missiles Stingers supplémentaires, les Saoudiens ont acheté des armes britanniques, des chasseurs Tornados, et des missiles chinois. Les difficultés immédiates rencontrées par la proposition des ventes d'armes américaines à l'Arabie Saoudite devant le Congrès en sont l'exemple frappant³⁴.

L'expérience de la guerre entre l'Iran et l'Irak suggère que le pouvoir de marchandage que l'on peut tirer du commerce des armes peut décliner, selon les fluctuations de la nature du marché global des armes. Néanmoins, le désir sous jacent de faire jouer de façon brutale des facteurs d'influence (punition ou récompense) occulte le pouvoir structurel, bien plus important, et auquel les fournisseurs pourraient avoir recours dans le zone du Golfe. La création d'un cadre sur les transferts d'armement guidant les comportements des fournisseurs représenterait un exercice de pouvoir structurel, mais il exigerait une coopération importante de ces derniers, dépendant en grande partie d'une prise de conscience de leurs intérêts communs. Dans certains domaines, comme celui des missiles balistiques et nucléaires et des armes chimiques, l'intérêt commun est déjà reconnu. En conséquence, la création d'un régime de sécurité nécessite un renversement des perceptions des bénéfices tirés du commerce des armes³⁵. Une meilleure compréhension de ou des influences jouées par les ventes d'armes sur les conflits régionaux, comme celui qui opposa l'Iran à l'Irak, peut contribuer à faire évoluer ces perspectives.

NOTES

1. La menace de l'embargo prévoyait la divulgation en février 1988 d'un document sensé être la rédaction d'un texte de la résolution instituant l'embargo tel qu'il était soutenu par les cinq membres permanents du Conseil de Sécurité. Stockholm International Peace Research Institute, *World Armaments and Disarmament : Yearbook 1988*, Londres : Oxford University Press, 1988, p. 514, cité ci-après sous les initiales SIPRI Yearbook. Les efforts poursuivis par les Américains pour obtenir un soutien impliquaient un arrêt des exportations de haute technologie vers la Chine, l'un des principaux fournisseurs de l'Iran. Washington Times, 9 juin 1987 ; Toronto Star 10 mars 1988.
2. Cf. Middle East International, 5 mars 1988, pp, 11, 17. Les Soviétiques insistèrent sur la nécessité de lier la coopération née de l'embargo à la création d'une force navale internationale pour assurer l'embargo dans le Golfe. Cette proposition fut rejetée par les Etats-Unis.
3. Eric Hooglund, "Factions Behind US. Policy in the Gulf", Middle East Report, mars-avril 1988 ; Le Monde, édition internationale, sélection hebdomadaire, 31 décembre au 6 janvier 1988 ; Independent, 6 août 1987 ; Christian Science Monitor, 6 mai 1988 ; Globe and Mail (Toronto) 26 avril 1988 ; International Herald Tribune, 26 novembre 1986, 3 juin 1987 ; Christian Science Monitor, weekly world edition, 12 octobre 1987. Le Monde, 5 mars 1987 ; Aviation Week and Space Technology, 1 février 1988, p. 86 ; Anthony Cordesman, *The Impact of Arms Transfers on the Iran/Iraq War*, Londres : Royal United Services Institute, 1987 ; SIPRI, Yearbook 1988, p. 191 ; Diane Johnstone, op. cit., p. 8.
4. Middle East Monitor, 1er décembre 1985.
5. Selon le SIPRI, Yearbook 1986, pp. 351 et suivantes, p. 380, p. 410, et le Middle East Report, septembre-octobre 1987, la Chine a fourni à l'Iran des avions, des chars, des missiles SAM (soviétiques) et de l'artillerie. Voir aussi Le Monde, 7 avril 1988 ; MEED, 19 mars 1988. La Chine a cependant, du moins apparemment, stoppé ses livraisons de missiles sol-mer Silkworm à l'Iran.
6. L'embargo visait à atteindre les orientations iraniennes en forçant le pays à adhérer à la résolution 598 par la menace de punition et s'apparente ainsi à l'exercice d'un pouvoir de marchandage.
7. Ephraim Karsh, "Military Lessons", op. cit., p. 213 ; Globe and Mail, 2 juin 1988.
8. Anthony Cordesman, "The Iran-Iraq War : 1984-86", RUSI Defence Yearbook 1987, Londres : Brassey Publishers, 1987 p. 328. L'Iran exportait entre 500 000 et 1,5 million de barils par jour.
9. Déclaration. De Musaui Arbelli, chef de la Cour suprême, cité dans FBIS : Near East and South Asia, 9 février 1989 ; Elizabeth Gamien, "US. Military Intervention in The Iran-Iraq War (1987-8)", article présenté lors de la Conférence annuelle de l'Association pour les études internationales (International Studies Association) Londres, mars 1989.
10. FBIS : Near East and South Asia, 9 février 1989.
11. SIPRI, Yearbook, 1984, p. 198 ; Globe and Mail (Toronto), 31 mai 1988. La liste la plus complète des fournisseurs est proposée par Anthony Cordesman, *The Impact of Arms Transfers*, p. 14 (informations provenant du Département d'état).
12. ACDA, WMEA, 1989, p. 93.. Ces chiffres, même si celui attribué à l'Iran paraît sous-estimé, reflètent néanmoins une inégalité de l'accès au marché de l'armement en

général. Le net avantage de l'Irak permit à ce pays de faire face et de contrebalancer la supériorité iranienne en effectifs humains et d'accepter de bonne grâce de faire des prisonniers[[Anthony Cordesman, *The Impact of Arms Transfers*, p. 2.

13. Ralph Kireg, op. cit., p. 43 ; Bishara Bahbah, "Israel's Private Arms Network", *Middle East Report*, vol. 17, n° 1, janvier-février 1987, pp. 9-10, citant un article de l'Observer, 29 septembre 1985 ; voir également El Azhary op. cit., p. 95, qui suggère qu'Israël a organisé des livraisons d'armes d'un montant de 50 à 100 millions de dollars, dans les 18 premiers mois de la guerre.

14. SIPRI, *Yearbook* 1986 pp. 351 et suivantes. Ce rapport ne fut pas approuvé par la Chine ; *London Times*, 29 mars 1985 ; *Daily Telegraph*, 2 juillet 1985 ; *Middle East Report*, septembre-octobre 1987 ; SIPRI *Yearbook* 1987, pp. 249-50 ; *Yearbook* 1988, pp. 231-34.

15. Le missile (d'une portée de 130 km) était produit au rythme de 20 par jour en 1988. Ce n'était pas le premier missile de fabrication locale ; depuis 1986 le missile Eagle (d'une portée de 40 km) a été l'objet d'une production massive. MEED, 2 avril 1988 ; *Jane's Defence Weekly*, 23 juillet 1988. Voir aussi A. T Schulz, "Iran" in Michael Brzosha et Thomas Ohlson, *Arms Production in the Third World*, Londres : Taylor and Francis, 1986 pp. 147-161 ; MEED, 19 mars 1988.

16. La plupart des armes étaient conçues à partir de plans étrangers ou comportaient des éléments, des composants étrangers. Le détail de la production locale des armes est tiré des données de l'auteur constituées à partir de *Jane's Defence Weekly* et *International Defence Review*.

17. Roderic Pitty, op. cit., p. 25 ; SIPRI, *Yearbook* 1987.

18. Les ventes d'armes de l'égypte à l'Irak approcheraient selon certaines sources le milliard de dollars. Raimo Väyrynen et Thomas Ohlson, "Egypte : Arms Production in the Transnational Context", in Brzosha and Ohlson, p. 121. Les transferts opérés à partir de la Syrie, de la Libye, de la Corée du Nord portaient, pour la plupart, sur des armes soviétiques destinées à être réexpédiées.

19. SIPRI, *Yearbook* 1984, p. 199, *Yearbook* 1985, p. 400. Le contrat de départ portait sur l'acquisition de 200 chars.

20. ACDA, WMEAT différentes années. Depuis 1984 cette part de marché a enregistré une baisse de 14,1 %.

21. *Janes Defence Weekly* 23 juillet 1988, 22 avril 1989, 2 septembre 1989, 6 octobre 1991, 16 février 1991 ; SIPRI, 1990 *Yearbook*.

22. les déclarations officielles irakiennes revendiquant la légitimité des droits historiques sur les eaux territoriales le confirment. Voir les déclarations de Saddam Hussein dénonçant les accords de 1975 et annonçant les intentions guerrières de l'Irak (17, 27 septembre 1980), in Abdelkader Behabdallah, *La question du Chatt-el-Arab*, Montréal : Les éditions Canada-Monde Arabe, 1982, pp. 102, 164-165.

23. Cf. *Jane's Defence Weekly*, 23 mars 1991. Voir aussi *Far East Economic Review*, 4 avril 1991 ; *International Herald Tribune*, 29 avril 1991 ; *Manchester Gardian*, 14 mars 1991 ; *Financial Times*, 9 mars 1991 ; *Globe and Mail*, 30 mai 1991.

24. Cf. *New York Times*, 16 septembre 1985 ; voir aussi Anthony Cordesman, "The Gulf and the Search for Strategic Stability", pp. 948-950.

25. Cette classification trouve son parallèle dans celle développée par Carl Conetta, Charles Knight et Lutz Unterseher in "Toward defensive restructuring in the Middle East", *Research Monograph*, Cambridge, Mass. : Commonwealth institute, février 1991.

26. 17 états sont à l'heure actuelle membres du MTCR (dont les plus importants producteurs d'armes occidentaux). L'Union soviétique n'est pas membre mais a manifesté sa volonté de le devenir. Voir le discours d'édouard Schevardnadze à l'OTAN et aux ministres des Affaires étrangères du pacte de Varsovie, 6 mars 1989. William Potter et Adam Stulberg, "The Soviet Union and the Spread of Ballistic Missiles", *Survival*, vol. 32, n° 6 novembre/décembre 1990, pp. 543-557. Sur les efforts français relatifs au contrôle des exportations des armes conventionnelles, voir *Le Monde*, 4 juin 1991 ; *International Herald Tribune*, 3 juin 1991.

27. Les erreurs de jugement relatives à l'efficacité des missiles balistiques et chimiques font suite à la guerre Iran-Irak, et ont été commises notamment par les combattants eux-mêmes ; Voir Thornas McNaugher, "Ballistic Missiles and Chemical Weapons : The Legacy of the Iran-Iraq War", *International Security*, 15 : 2, automne 1990, pp. 534.

28. Les grandes lignes furent fixées lors de la rencontre du mois d'octobre. Celles-ci prévoyaient notamment le partage des informations relatives aux ventes de chars, d'artillerie, d'avions militaires, de bateaux et de certains systèmes de missiles au Moyen-Orient. *New York Times*, 20 octobre 1991. La première rencontre a eu lieu à Paris l'été dernier.

29. Comme le souligne Anthony Cordesman, si l'on se réfère au cycle de vie des armes en général, le prix d'achat du matériel de haute technologie est moins élevé que celui des équipements de "seconde catégorie". *Western Strategic Interests in Saudi Arabia*, Londres : Croom Helm, 1987, passim.

30. Cf. *Daily Telegraph*, 28 septembre 1990 ; *Financial Times*, 21 septembre 1990 *Jane's Defence Weekly*, 12janvier 1991.

31. Le T72 et le Centurion sont considérés comme des chars sophistiqués. Parmi les avions, les Mirage F-1 et 2 000, les Mig-29, Mig-25, Su-20, Su-24 et Su-25 sont eux aussi considérés comme très sophistiqués. Les sources de ces données figurent dans le tableau 1. En 1990, seuls 12 % des chars et 17 % des avions présents dans les armées du Golfe étaient des modèles très avancés.

32. *International Institute for Strategic Studies, The Military Balance*, 1988-89, Londres : IISS, 1988.

33. Sur les tentatives antérieures, voir *New York Times*, 24 avril 1988, 22 juin 1988 ; *Jane's Defence Weekly* 17 septembre 1988. Pour une analyse des raisons qui ont poussé les Chinois à ne pas coopérer voir John Lewis, Hua DI et Xue Litai, "Beijing's Defense Establishment", *International Security*, 24 septembre 1990 ; *Times*, 21 septembre 1990 ; *Jane's Defence Weekly*, 6 octobre 1990 et 12janvier 1991.

34. Comme le dit un officiel américain "mes amis saoudiens me demandent () Comment les Américains peuvent-ils donner des missiles Stingers aux Afghans et affirmer ensuite que ces missiles seraient moins à l'abri, moins en sûreté dans le Golfe ?", *Aviation Week and Space Technology*, 1 février 1988. En ce qui concerne le dernier accord conclu, voir le *Financial Times*, 24 septembre 1990 ; *Jane's Defence Weekly*, 6 octobre 1990 et 12 janvier 1991.

35. Pour une critique sévères des politiques poursuivies par le Congrès, voir Donald Neff, " US arms and the Arabs : Why they shop elsewhere ", *Middle East International*, 22 juillet 1988 ; Thalif Deen, "Saudi Deal a "slap" for Congress", *Jane's Defence Weekly*, 23juillet 1988.

RÉSUMÉS

Les récentes propositions pour contrôler les transferts d'armes en direction du golfe Persique sont bâties selon un schéma à partir duquel ces transferts sont considérés comme le principal facteur d'exacerbation des conflits régionaux. Ces propositions manquent toutefois de précision quant à leur rôle dans la gestion et le contrôle de ces conflits. L'étude par l'auteur des manipulations des transferts pendant les huit ans de la guerre Iran-Irak aide à dissiper une partie de la confusion en mettant en lumière deux types d'influence : le pouvoir structurel et le pouvoir de contraindre. Les transferts d'armes n'ont que peu d'influence sur les politiques spécifiques des combattants (pouvoir de contraindre), alors que des tentatives pour changer l'échelle des options militaires et stratégiques (pouvoir structurel) ont eu plus de succès, et pourraient servir de cadre à l'élaboration des politiques de contrôle de la région par les fournisseurs d'armes. À la lumière de cette analyse, l'article esquisse un modèle des politiques multilatérales de transfert d'armes vers le Moyen-Orient.

Recent proposals to control arms transfers to the Persian Gulf were built on the belief that major weapons suppliers exacerbated regional conflicts through their commerce. However, such proposals are unclear on the role that arms transfers should play in the external powers' strategies to control or manage regional conflicts. A detailed case-study of the way in which arms transfers were manipulated during the eight-year Iran-Iraq War helps in clearing away some of this confusion by highlighting two types of influence arms suppliers can gain : bargaining power and structural power. The case-study illustrates that arms transfers provide little influence over the combatant's specific policies (bargaining power), while attempts to alter the range of military and strategic options open to them (structural power) are more successful, and should guide arms suppliers' efforts to frame control policies for the region. The paper, following its own analysis, offers some suggestions for the designing of multilateral arms transfer policies for the Middle East.

INDEX

Index géographique : Irak, Iran

Mots-clés : armes et armement, conflits internationaux, gestion de conflits, guerre

Index chronologique : 1980 - 1990

AUTEUR

KEITH KRAUSE

Directeur adjoint du Centre d'Etudes Internationales et Stratégiques, Maître de conférences de sciences politiques à l'Université de York à Toronto